

Ministère de l'Economie, du Plan
et de la Coopération Internationale, Chargé
des Pôles de Développement

Direction de Cabinet

N° _____/2015/MEPCIPD/DIRCAB



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité - Dignité - Travail

Bangui, le

3^{ème} CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT

Déclaration de la République centrafricaine

**Monsieur le Président,
Distingués personnalités,**

C'est pour moi un insigne honneur de prendre la parole devant cette auguste assemblée, pour exprimer l'adhésion de mon pays, la République Centrafricaine, aux Objectifs du Développement durables post 2015 et de leur financement.

En l'an 2000, les OMDs ont été lancés et ont suscité beaucoup d'espoir. Même s'il faut reconnaître que d'importants progrès ont été réalisés, le bilan reste mitigé, plus particulièrement dans les pays fragiles où les gains du développement ont été annihilés par les effets des conflits armés et les épidémies dont celle à virus Ebola.

Le dernier rapport de l'OCDE sur les Etats fragiles montre qu'en dépit des actions menées, sur 50 pays inscrits en 2007, près de la moitié figure encore sur la liste en 2015. Ces pays abritent 43% des personnes vivant avec moins de 1.25 Dollar US par jour. De plus, en 2030, la pauvreté sera assurément encore plus concentrée dans ces pays compte tenu des conflits qui surgissent un peu partout dans le monde.

La 3^{ème} conférence internationale sur le financement du développement est une étape importante pour échanger sur la question du renforcement de la coopération et du partenariat pour le développement.

Maintenant, la course est engagée pour redéfinir les politiques, priorités et stratégies de développement et comment trouver le cadre de financement le plus approprié avant le sommet de septembre 2015.

Le renforcement de la coopération et du partenariat avec l'intensification des dialogues avec les partenaires, une meilleure intégration régionale et la coopération triangulaire sont autant d'actions à mettre en œuvre pour trouver les voies et moyens d'accroître les ressources pour le financement du développement. Mais plus encore, c'est l'instauration de procédures de financement plus flexibles et plus rapides qui permettront aux pays post conflit l'atteinte des objectifs de développement durable.

De plus, l'un des défis majeurs des pays en développement notamment les pays fragiles et post conflit est la mobilisation des ressources intérieures qui doit se faire grâce aux efforts des pays eux-mêmes par le renforcement de la collecte des recettes et l'élargissement de l'assiette fiscale. L'augmentation du niveau de collecte auprès des grandes entreprises à travers l'élimination des exonérations et une meilleure négociation des contrats pourraient aussi être une source de revenus pour les Etats.

Par ailleurs, une meilleure connaissance des ressources naturelles et leur exploitation pourront permettre de mobiliser davantage de ressources intérieures et de les orienter vers les infrastructures énergétiques, routières et sociales afin de doter les Etats d'un environnement favorable à une croissance forte et durable.

Le financement du développement doit créer les conditions favorables aux investissements dans le secteur privé national. Concentrer l'effort sur le secteur privé contribuera à instaurer une croissance forte grâce à la création d'emplois surtout pour les jeunes et une source de revenus pour les recettes publiques.

En ce qui concerne l'évasion fiscale et les flux financiers illicites, il est nécessaire de mettre en place un système fiscal juste et équitable. Au niveau régional, le renforcement de la coopération entre les pays à travers le partage d'informations et une parfaite collaboration est nécessaire. La communauté internationale devra soutenir les efforts des Etats pour suivre et rapatrier les flux financiers illicites dans les pays concernés.

Mesdames et Messieurs,

La République centrafricaine a souscrit aux OMDs en 2000, mais les différentes crises militaro-politiques qu'elle a connues l'ont empêché de parvenir à l'atteinte de ces objectifs. Les conflits armés ont fragilisé les institutions publiques et détruit les services sociaux essentiels de base.

Le Gouvernement de transition mis en place en février 2014 a réalisé avec succès sa feuille de route qui a permis le retour progressif de la sécurité et la relance de l'économie avec l'appui de la communauté internationale. Il vient d'organiser un forum sur la réconciliation nationale assorti des recommandations dont les plus urgentes portent sur le Désarmement, la Démobilisation, la Réinsertion et la Réintégration en vue de rétablir la sécurité sur toute l'étendue du territoire, l'organisation des élections et le retour des personnes déplacées et réfugiées.

Depuis le 11 juillet 2015, le processus électoral est lancé avec l'enrôlement des électeurs et le premier tour des élections législatives et présidentielles est prévu pour le 18 octobre 2015.

En dépit de ces avancées notables, les besoins du pays demeurent immenses et appellent à une mobilisation forte et soutenue de la communauté internationale.

Edifier des Etats plus résilients dotés de la capacité et de la légitimité nécessaire pour gouverner efficacement est essentiel pour réaliser le programme de développement post 2015.

Je vous remercie de votre bien aimable attention.